

Sur proposition des milieux industriels, le DDPS a retenu la répartition de 20% de participation directe au nouvel avion, 40% dans les domaines de la défense et de la sécurité en général, et 40% dans d'autres secteurs économiques civils (métal, mécanique, techniques horlogères, matériaux, informatique, recherche, etc.). On peut donc dire que chacun a sa chance et qu'il faudra la saisir en se montrant patient. Les choses sérieuses commenceront dès cet automne avec des *B2B* organisés entre avionneurs et entreprises par le GRPM et d'autres organisations économiques. Les candidats avionneurs pourront anticiper et passer des accords avant la désignation formelle de l'avion. Jusqu'à 400 millions de francs de commandes anticipées pourront être pris en considération.

Les entreprises romandes sont conscientes de la situation. Elles sont appelées à adopter une vision et une stratégie à long terme. Signe de cette attention, le GRPM a accueilli cinq nouveaux membres en 2016, six l'année passée et cinq durant le premier trimestre 2018. Le GRPM veillera comme jusqu'à présent à répondre aux questions, ouvrir les portes, faciliter les contacts, mobiliser et sensibiliser le monde politique, informer ses membres mais aussi la population (votation populaire).

Pour l'économie romande, le potentiel ne réside pas uniquement dans le chiffre d'affaires à réaliser mais aussi dans le transfert de technologie et de savoir-faire. Plusieurs entreprises du GRPM utilisent aujourd'hui encore des techniques héritées de l'achat des *F/A-18*. Les critères d'évaluation pour le choix du nouvel avion tiennent compte de l'étendue et de la qualité de la participation industrielle directe et du programme industriel. Les avionneurs ont donc eux aussi un intérêt direct à bien travailler avec l'économie.

Markus Niederhauser, président du GRPM

**Voir également le site [www.grpm.ch](http://www.grpm.ch)**